

Service Vétérinaire-Environnement et Cadre de Vie  
Place de l'Ancien-Foirail  
Cité administrative  
Cedex 9  
32020 AUCH

AUCH, le 03/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOLEVAL (ex snc monnard prodia)**

Sendarouy  
32300 Mirande

Références : [SVECV-2023D10541](#)  
Code AIOT : 0053200703

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement SOLEVAL (ex snc monnard prodia) implanté Sendarouy 32300 Mirande. L'inspection a été annoncée le 05/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLEVAL (ex snc monnard prodia)
- Sendarouy 32300 Mirande
- Code AIOT : 0053200703
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SOLEVAL sise sur la commune de Mirande est spécialisée dans la collecte et le transit de sous-produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions générales,
- Déchets,
- Consommation eau,
- Effluents.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre un sinistre.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9	/	Sans objet
8	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 14	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 7	/	Sans objet
5	Réception des sous-produits d'origine animale.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	/	Sans objet
7	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13	/	Sans objet
9	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15	/	Sans objet
10	Bassin de confinement.	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 18 des prescriptions techniques	/	Sans objet
11	Prélèvements et consommation d'eau.	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 16 des prescriptions techniques	/	Sans objet
12	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 25 des prescriptions techniques	/	Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 34 et 35	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site de Soleval sur la commune de Mirande est bien tenu et propre.  
Quelques non-conformités ont été relevées dont les corrections ne nécessiteront pas de grands délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration paysagère
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
<b>Constats :</b> L'ensemble du site est clôturé et équipé d'un portail et d'un portillon pour l'accès du personnel. Lors de notre visite, un arbre était tombé sur la clôture du fait des tempêtes des dernières semaines. L'élagage et la réparation de la clôture ont été annoncés par le responsable du site. Les haies sont en place et sont entretenues.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites <b>DELAI 15 JOURS</b>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Dispositions générales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'exploitation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement ...).
<b>Constats :</b> Lors de notre inspection, à l'arrière du bâtiment, quelques encombrants sont présents (palettes, cuve vide, jante, touret en bois, déchets divers). Une évacuation est à prévoir. Dans l'ensemble, le site est bien tenu et propre. Le sens de circulation est bien visible, les marquages au sol sont en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Moyens de lutte contre un sinistre.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée :-d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment ou à proximité des silos, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;-d'un dispositif d'alerte déclenché par le système de détection ou de mesure défini à l'article 9 h. Ce dispositif permet d'avertir une personne responsable de l'exploitation 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;-de plans des locaux facilitant

l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone présentant un risque différent.
<b>Constats :</b> Le site est équipé des moyens de lutte contre l'incendie. La société EUROFEU (31 - Toulouse) est en charge du suivi des extincteurs. Le dernier contrôle est daté du 01/12/2022. Aucune non-conformité n'a été relevée. Il est à noter cependant la présence d'un panneau "consignes de sécurité" fortement endommagé dans le quai de réception et déjà signalé lors de la dernière inspection en 2016. Un changement est à faire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites <b>DELAI 15 JOURS</b>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Réception des sous-produits d'origine animale.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de réception et de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre. Les surfaces de réception sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous-produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27. Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits d'origine animale ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27.
<b>Constats :</b> Lors de notre inspection, un camion effectuait le transfert de sous-produits. Le process est conforme. Les surfaces sont étanches et les jus d'écoulement sont collectés correctement. Un point de vigilance concerne la jupe plastique située au niveau du quai inférieur : le nettoyage doit être plus poussé pour éviter les dépôts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Stockages.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délai de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le délai de stockage ne doit pas dépasser 24 heures avant départ du site. Vérification des registres entrées et sorties
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, le contrôle des entrées et sorties à partir des bons C3 a été réalisé : les délais sont respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Stockages.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des sous-produits animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine (intérieur et extérieur). Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation. La collecte et le stockage des sous-produits d'origine animale doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les locaux de stockage étaient propres. Les équipements pour le nettoyage désinfection sont en place et identifiés. La présence de la benne "volaille" identifiée A0029 présentait des défauts de nettoyage importants (dépôts de matières sur l'extérieur sur l'ensemble de la structure du container) ainsi qu'une fuite de sang au niveau de l'ouverture arrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites <b>DELAI 15 JOURS</b>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Stockages.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol et en particulier l'unité de stockage des eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir. 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
<b>Constats :</b> Les rétentions sont en place sur le site notamment dans le local chaudière. La capacité de rétention est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Bassin de confinement.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 18 des prescriptions techniques
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence du bassin
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Le volume de ce bassin est 380m <sup>3</sup>

<b>Constats :</b> Le bassin est en place et les bâches en bon état. Les abords sont propres et l'ensemble est clôturé avec un panneau de signalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Prélèvements et consommation d'eau.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 16 des prescriptions techniques
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Un niveau de consommation d'eau par tonne de matières premières entrantes : 0,1m3/tonne
<b>Constats :</b> Le tonnage journalier de 96 tonnes maximal est respecté et les relevés de consommation 2022 et 2023 d'eau ne montrent pas de dépassements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 25 des prescriptions techniques
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité des eaux pré-traitées
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage des eaux pré-traitées dans une citerne de 15 m <sup>3</sup> avant transport pour traitement à la station communale de Mirande. Le volume hebdomadaire ne pourra dépasser les 40m3. Bordereaux à demander.
<b>Constats :</b> Le transport des eaux usées vers la station communale de Mirande est assuré par la société SOLEVAL de Mirande. Les bordereaux ont été présentés : aucun dépassement des 40 m3 hebdomadaires n'est relevé sur la période contrôlée de juillet à septembre 2023. Le volume moyen hebdomadaire transporté avoisine les 11m3 d'eaux usées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 34 et 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hygiène et sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 34 : l'installation électrique sera entretenue en bon état : elle sera annuellement contrôlée par un technicien compétent qui rédigera un rapport de contrôle tenu à disposition de l'inspection des installations classées.[..] Article 35 : [...] un plan de dératisation et de lutte contre les insectes devra être mis en place sur le site.
<b>Constats :</b> Le rapport APAVE a été fourni pour le contrôle des installations électriques : aucune non

conformité n'a été relevée lors du contrôle en date du 19/04/2023. La société SAPIAN a en charge le suivi du programme de lutte contre les nuisibles (rongeurs, insectes). Les derniers contrôles ont été réalisés les 01/12/2022 et 26/06/2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet